

La nouvelle synchronicité historique

La fin de la modernisation et le début d'une autre histoire mondiale

Robert Kurz

Actuellement, la discussion sur la mondialisation semble entrer dans une phase d'épuisement. Cela n'est pas dû au fait que le processus social qui la sous-tend est épuisé. Ce sont plutôt les tentatives d'interprétation qui sont à bout de souffle. Presque personne n'ose dire que l'histoire de la modernisation est arrivée à son terme. Il existe maintenant des bibliothèques entières sur le fait que la mondialisation du capital (la dispersion transnationale des fonctions régissant l'économie d'entreprise) a dissout la séparation entre économie nationale et marché mondiale, dissolvant du même coup le vieux cadre de référence. Mais, jusqu'à présent, rares sont ceux à avoir tiré les conséquences de ce constant. On continue de traîner avec soi les vieux concepts, alors que ceux-ci ne correspondent plus à la nouvelle réalité.

Pendant longtemps, le summum de la réflexion critique a été de faire valoir la particularité nationale face à l'universalité abstraite du mode de production capitaliste moderne. Dans les années 1970, l'« eurocommunisme » affirmait que la théorie marxiste était trop longtemps restée trop générale et qu'elle avait donc besoin d'être « concrétisée » au niveau national afin de créer un socialisme populaire « aux couleurs » de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, etc. Mais cette affirmation était déjà réactionnaire au moment même où elle était formulée. Dans le processus de mondialisation, le rapport s'est inversé. La particularité nationale est elle-même devenue une abstraction vide, présente, certes, mais seulement en tant que sédiment d'une époque révolue. Il n'est d'histoire nationale qu'en tant qu'histoire du futur. Désormais, il n'y aura plus d'histoire de la France, du Brésil ou de la Chine. A l'avenir, la concrétion historique dans son cadre référentiel immédiat formé par la société mondiale se rapportera non plus à des particularités et contextes nationaux mais transnationaux. La même remarque vaut pour les identités culturelles, les mouvements sociaux et les conflits « postpolitiques ».

Mais la communauté forcée qu'est la « Nation » n'est pas la seule caractéristique de l'époque passée à être devenue obsolète. A la structure spatiale des particularismes nationaux, séparés les uns des autres, correspondaient également la structure temporelle des différents niveaux du développement capitaliste, eux-mêmes séparés les uns des autres. L'univers des nations était un univers de non-synchronicité historique. Ce n'est que petit à petit que le système moderne de production marchande s'est répandu à partir de l'Europe. C'est pourquoi, au cours des XIXe et XXe siècles, différents stades de développement capitaliste coexistaient les uns à côté des autres. Ce qui, pour les uns, relevait encore de l'avenir constituait le présent, voire le passé, pour les autres. Cette disparité du temps historique engendra quasi spontanément le paradigme du « développement », qui se traduit par la course folle à laquelle se livrèrent, à l'intérieur des catégories capitalistes, les retardataires historiques pour combler leur retard. Au cours du XIXe siècle, l'Allemagne et les autres pays d'Europe continentale ont traversé une « modernisation de rattrapage » par rapport à la Grande-Bretagne ; au cours du XXe siècle, la Russie, la Chine

et les anciens pays coloniaux du Sud global ont tenté la même chose par rapport à l'Occident. La nation est ici l'espace spécifique de la non-synchronicité historique.

Un paradigme identique devait déterminer le mouvement ouvrier classique en Occident ; sauf que, dans ce cas, la « modernisation de rattrapage » ne se référait pas, ou alors pas principalement, à la position des nations concernées par rapport à d'autres nations plus avancées, mais d'abord à la situation juridique et politique des travailleurs par rapport à d'autres classes sociales à l'intérieur d'une même nation. Ici, ce qui était en jeu, c'était la « reconnaissance » des travailleurs salariés en tant que sujets de droit de leur propre force de travail et en tant que citoyens à part entière. Le suffrage universel et égalitaire, l'égalité juridique des femmes, le droit de grève, le droit d'association, la liberté de réunion et l'autonomie contractuelle¹ furent des enjeux importants de cette « modernisation de rattrapage » qui restait liée aux relations intérieures de la société et qui, même dans les pays occidentaux les plus avancés, ne fut achevée qu'au cours du XXe siècle. A la reconnaissance extérieure des retardataires de l'est et du sud en tant que nations sur le marché mondial correspondit la reconnaissance intérieure – au niveau juridico-politique – des salariés en tant que citoyens et sujets de droit.

Mais, en ce sens, cette reconnaissance s'est révélée un piège historique. Car, au moment même où elles accédaient à la reconnaissance formelle en tant que sujets du capitalisme, les sociétés des différentes régions du monde se voyaient enfermées (tout comme chaque salarié pris individuellement), sans aucune alternative, dans les formes nationales et sociales propres au système moderne de production marchande. Les nations de la « modernisation de rattrapage » de même que les partis et syndicats ouvriers nationaux se transformèrent en exécutants des pseudo-« lois naturelles » économiques de ce système. Aujourd'hui, dans les conditions de la mondialisation, ces nations n'ont guère d'autre choix que de gérer la crise du capitalisme de façon plus ou moins répressive. Ce que la social-démocratie occidentale a fait au lendemain de la Première Guerre mondiale se répète aujourd'hui à l'échelle mondiale.

On pourrait penser que ce développement négatif a terni la gloire dont étaient parés la « libération nationale » et les partis ouvriers nationaux. En un sens, c'est effectivement le cas. Dans le monde entier, le mécontentement face aux instances politiques de la gauche traditionnelle grandit. Avec la nouvelle crise mondiale, ces instances ont complètement perdu leur caractère oppositionnel parce qu'elles restent attachées aux paradigmes désormais obsolètes de la « modernisation de rattrapage ». Toutefois, ces paradigmes sont ancrés si profondément qu'ils continuent d'agir, jusques et y compris chez les mécontents. La façon dont, dans sa lutte contre l'ancienne opposition qui a choisi de représenter le système, la nouvelle opposition s'accroche aveuglément aux modèles devenus obsolètes, de l'univers disparu de la non-synchronicité historique, cette façon a quelque chose de fantomatique. Ainsi, quand la nouvelle opposition critique la gestion de la crise par les anciens mouvements de libération nationale et les partis ouvriers traditionnels parvenus au pouvoir, cette critique se révèle sans force et non crédible car elle ne vise qu'à répéter encore et toujours dans ses contenus ce qui, objectivement, a échoué depuis longtemps.

¹ Autonomie contractuelle : principe régissant les négociations entre partenaires sociaux en Allemagne (N.D.T.)

Cela devient tout particulièrement évident dans le cas du mouvement planétaire contre la mondialisation capitaliste et ses manifestations, ses forums sociaux et ses conférences, de Porto Alegre à Paris, de Florence à Berlin, etc. Ce mouvement est certes organisé de façon transnationale, mais paradoxalement il continue de compter parmi ses membres, outre les groupes qui opèrent directement à l'échelle transnationale, d'autres groupes politiques qui restent nationaux, et même, parmi ceux-ci, certains dont les organisations mères sont au pouvoir et appliquent les « lois économiques » mêmes dont les effets sont combattus par le mouvement social mondialisé.

Mais surtout le contenu de la plupart des revendications reste complètement extérieur au processus de mondialisation. Le mouvement, qui est transnational au moins dans sa forme, lutte pour une « régulation politique » des marchés financiers et des conditions générales de production et de distribution des marchandises, alors que la logique d'une telle régulation reste liée au cadre constitué par l'Etat national. C'est précisément le procédé qui a échoué historiquement au seul niveau qui lui correspondait – celui de l'Etat national – que l'on souhaite faire revivre, mais à présent à l'échelle mondiale. Il s'agit là d'une option désespérément anachronique et irréaliste.

Cette sous-critique part toujours implicitement de l'idée que les sociétés pourraient continuer à croître jusqu'à ce qu'elles aient « rempli » le cadre fixé par la modernité bourgeoise, alors que la mondialisation et la troisième révolution industrielle ont d'ores et déjà fait exploser ce cadre. Les présupposés économiques et philosophiques qui en constituent l'arrière-plan se révèlent tout aussi anachroniques.

Du point de vue économique, on espère que la masse énorme que constitue la force de travail mondiale à bon marché continue de former un réservoir pour la valorisation de capital – aujourd'hui, non plus sous la forme d'un développement national, mais sous la forme du capital transnational et mondialisé. Les uns espèrent et les autres craignent que, de tout cela, surgisse une nouvelle ère d'exploitation, au sens traditionnel du terme. Cette option se fonde en partie sur l'idée de « productivité sociale moyenne ». Dans les pays capitalistes développés, ce degré moyen de scientification technologique de la production est relativement élevé ; il est relativement bas dans les pays de la périphérie. On attend désormais que, la mondialisation avançant, s'établisse une nouvelle moyenne de la productivité à l'échelle mondiale. Celle-ci serait inférieure à la moyenne actuelle de l'Occident, mais supérieure à la moyenne actuelle de l'Est et du Sud. Cette nouvelle norme doit permettre de réabsorber des pans considérables du réservoir de force de travail mondiale actuellement en friche dans le procès de valorisation du capital.

Mais ce calcul est faux. Car comment mesure-t-on la moyenne de la productivité ? On la mesure par le degré moyen de scientification technologique de la production. Mais ce qui est décisif, c'est le cadre auquel se réfère cette moyenne, et celui-ci est clairement le niveau économique de la reproduction sociale atteint par chaque pays. Car ce n'est qu'à l'intérieur d'une économie nationale qu'existent des conditions générales pouvant constituer quelque chose comme une « moyenne sociale ». Parmi ces conditions figure le niveau de développement des infrastructures, du système de formation, etc. Mais au niveau du marché mondial, de telles conditions générales communes n'existent pas. C'est pourquoi il ne saurait exister une moyenne

mondiale de productivité. On ne peut pas comparer les rapports qu'entretiennent des nations ou des régions sur le marché mondial avec les rapports qu'entretiennent des entreprises à l'intérieur d'une économie nationale. Ainsi, à l'échelle mondiale, s'impose nécessairement la norme de productivité des vieux pays industrialisés occidentaux, plus développés du point de vue capitaliste. Dans la mesure même où la mondialisation rend l'espace national objectivement obsolète, cette norme constitue directement et sans filtre l'aune mondiale pour tous les acteurs du marché. L'espoir de voir baisser, à l'intérieur du nouveau système de référence transnational, la moyenne de productivité qui vaut socialement, et de faciliter la réintégration dans la production de la force de travail en friche, cet espoir est illusoire.

Du point de vue philosophique, c'est un espoir anachronique très semblable qui détermine la pensée des mécontents. La philosophie de ce qu'on a appelé les Lumières et dont les bases durent jetées au XVIII^e siècle est en effet toujours considérée comme l'horizon intellectuel indépassable. Là encore, on fait comme si les sociétés pouvaient satisfaire aux conditions de la modernité bourgeoise. Et, à cet égard, la nouvelle opposition ne va pas plus loin que l'ancienne, bien au contraire. Cependant, le paradigme des Lumières n'est pas moins épuisé que l'économie du système de production marchande, dont il n'a été que l'expression philosophique. Les idées centrales des Lumières, c'est-à-dire la « liberté » et l'« égalité » de l'« individu autonome » et son « autoresponsabilité », sont, de par leur signification, comme faites sur mesure pour la forme capitaliste du sujet du « travail abstrait » (Marx), de l'économie d'entreprise, du marché totalitaire et de la concurrence universelle. La liberté et l'égalité au sens des Lumières ont toujours été identiques à l'autosoumission des individus aux formes sociales du système capitaliste.

La lutte du mouvement ouvrier classique et des mouvements de libération nationale pour la « reconnaissance » juridique et politique pouvait se réclamer de la philosophie des Lumières puisque cette lutte n'avait qu'un objectif : entrer et croître dans les formes dont les conditions sociales générales sont constituées, comme dans le domaine économique, par la nation. Il n'existe du droit bourgeois que des formes nationales. En brisant le cadre national, la mondialisation ne rend pas seulement obsolète la forme économique du sujet bourgeois, mais aussi sa forme juridico-politique. Ainsi, c'en est historiquement fini de la philosophie des Lumières. Invoquer encore une fois l'idéalisme de la liberté bourgeoise n'a plus de sens car, pour ce type de liberté, il n'existe plus de marge de manœuvre émancipatrice possible. La même remarque vaut pour les régions de la planète qui n'ont jamais dépassé les débuts dictatoriaux d'une généralisation de la forme-sujet moderne. De même que la productivité économique, la subjectivité bourgeoise se mesure avec la norme mondiale unifiée, en dehors de laquelle sont déjà tombés la plupart des hommes.

De toute évidence, le nouveau mouvement social, dans le monde entier, n'a pas conscience de ces conditions. La formation de structures transnationales du capital coïncide avec une ère de synchronicité historique. Bien que les situations de départ, héritées du passé, soient différentes, les problèmes de l'avenir ne peuvent plus être formulés qu'en tant que problèmes communs d'une société mondiale immédiate. Les vieux paradigmes de la gauche (nation, régulation politique, reconnaissance bourgeoise, Lumières) sont désormais obsolètes dans leur forme comme dans leur contenu. La critique doit être plus radicale si elle veut saisir les

présupposés répressifs mêmes de ces concepts, au lieu d'en revendiquer les idéaux. Autrement, elle se révélera un coup d'épée dans l'eau.

Robert Kurz, 2003.

Traduction : Olivier Galtier, Wolfgang Kukulies, Luc Mercier et Johannes Vogeles

Paru initialement dans Robert Kurz, *Avis aux naufragés. Chroniques de la crise*, Lignes, 2005.